

➤ Vous ferez de ces documents une étude critique attentive aux enjeux politiques des conflits mémoriels et du rôle des historiens.

❶ Le *Maqam Echahid*, le « monument des martyrs », érigé en 1982 à Alger pour commémorer les victimes de la guerre de libération et glorifier les combattants de l'Armée de Libération nationale. La statue à droite est un détail du monument, représentant un *moujahid* (maquisard, littéralement « combattant du djihad ») du FLN. Photos : © Wikipedia.



❷ Incipit d'un article de l'historien Benjamin Stora, « Peut-il y avoir une mémoire commune ? », publié dans l'hebdomadaire *Marianne* du 20 au 30 mars 2012.

Le temps passe. Voilà déjà cinquante ans que la France et l'Algérie se sont séparées. En 2012, l'Algérie indépendante fêtera cet anniversaire. Les initiatives institutionnelles en France sont rares et viennent surtout de municipalités, d'associations, de la presse... Ce moment sera, de toutes façons, celui du rappel des souvenirs entre les deux rives de la Méditerranée, par des films de fiction, des documentaires, des ouvrages. Un demi-siècle plus tard, une mémoire conflictuelle, fiévreuse, passionnée, navigue toujours entre les deux pays. Comment cette séparation entre la France et l'Algérie au terme d'une guerre très cruelle qui a duré plus de sept ans a-t-elle ensuite provoqué une guerre mémorielle qui n'a, véritablement, jamais cessé ?

Il est bien difficile de commémorer en France ce qui apparaît comme une défaite, c'est-à-dire le départ en 1962 d'un territoire considéré comme français depuis cent-trente-deux ans. Certes, il n'y a pas eu en Algérie de Diên Biên Phu, de défaite militaire comme en Indochine en 1954¹. Mais la guerre a été perdue sur le plan politique. Avec l'impression d'une longue histoire brusquement achevée à la suite d'une « trahison » par le général de Gaulle (dans l'esprit des partisans de l'Algérie française). Sans vraiment l'exprimer ouvertement, cette perte de l'Algérie française a longtemps été vécue comme une blessure infligée au nationalisme français, car l'Algérie c'était la France depuis près d'un siècle et demi rattachée administrativement (avant même la Savoie, rattachée depuis 1860, trente ans après la conquête de l'Algérie); le lieu où vivaient près d'un million d'Européens, présents sur cette terre depuis quatre ou cinq générations, sans parler des juifs d'Algérie, devenus français depuis le décret Crémieux de 1870, et installés là depuis des siècles; un territoire, le Sahara, riche en pétrole et en gaz et où la France s'est livrée à ses premières expériences nucléaires...

Alors, comment cette histoire a-t-elle pu finir si vite, et si mal ? Bien sûr, dans le cours de la guerre d'Algérie, les interrogations ont fusé sur cette idée folle de vouloir « intégrer » un territoire grand (avec le Sahara) comme cinq fois la France, avec une histoire longue renvoyant à l'Islam comme patrie de référence identitaire; où l'immense majorité de la population vivant dans les campagnes ne parlait pas un mot de français; où les communautés dans les villes ne se mélangeaient que très peu et, enfin, où les principes de la République, ceux de l'égalité, n'étaient pas mis en application... Toutes ces questions ne seront pas vraiment discutées.

Dès la fin de l'été 1962, on ne parle plus de l'Algérie. Pourtant la fin de cette guerre a été violente : exode de centaines de milliers de pieds-noirs transformés en réfugiés; enlèvements d'Européens à Oran; assassinats de musulmans par l'OAS; massacres de harkis. Mais on veut passer à autre chose [...]

1. La capitulation des forces françaises encerclées dans la cuvette de Diên Biên Phu, en 1954, avait scellé la fin de l'Indochine française, confirmée peu après par les accords de Genève..